OUBLIER, C'EST TRAHIR — SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX

Le Numéro 25 CENTIMES

BUREAUX ET RÉDACTION : Roubaix, Grande-Rue, 71 — Tourcoing, rue Carnot, 33

JEUDI 10 JUIN 1920

Les ANNONCES et les ABONNEMENTS sont reçus : 71, Grande-Rue, Roubaix — 33, rue Carnot, Tourcoing

La fin de la grève des employés de tramways à Lille, Roubaix, Tourcoing

LE BUDGET DE 1920 A LA CHAMBRE

Le régime de la marine marchande

POUR ET CONTRE UNE EXPLOITATION PAR L'ETAT

Paris, 9 juin. — La séance est ouverte à 9 h. 15, sous la présidence de M. Raoul Péret.

LA MARINE MARCHANDE

La Chambre discute la deuxième section du budget du ministère des Travaux publics (ports, marine marchande et pêches).

Les critiques de M. Piou

M. Piou demande que la marine marchande soit dirigée par un service administratif stable et autonome. Après lui, **MM. Morinaud et Bouyssou** défendent contre les contrats passés par les Compagnies et le Gouvernement; ils réclament le remplacement du monopole des Compagnies, par un service de navigation contrôlé appartenant à l'Etat. **M. Morinaud** réclame la présentation par le Gouvernement d'un plan général d'organisation des transports maritimes.

M. Gérard

M. Hubert Giraud défend le point de vue des armateurs et des Compagnies de navigation et combat énergiquement le projet d'armement par l'Etat. L'orateur recherche au projet de M. Bouyssou de vouloir substituer au régime d'irresponsabilité constituant le plus formidable facteur de désordre et de gaspillage que l'on retrouve à la base de toutes les organisations d'Etat.

M. Bouyssou

M. Bouyssou, ancien sous-secrétaire d'Etat à la marine marchande, monte à la tribune. J'ai en effet, dit-il, déposé un projet pour que l'Etat construise des navires, les armateurs ne pouvant pas en faire assez. Mes successeurs ont repris ce projet. Ce que nous voulons, ce sont des mesures pour revitaliser la France, pour assurer la liaison entre la France et ses colonies.

M. Bouyssou lit des lettres de trois gouverneurs de l'Algérie : MM. Revoil, Jonnart et Lutaud, protestant contre trois Compagnies de navigation qui, par leur condition augmentèrent à leur fantaisie le prix des transports des vins et céréales produits. Les critiques sont faites, dit **M. Bouyssou**; on ne peut pas juger d'une exploitation nécessaire normale après une exploitation en temps de guerre. (Approbations.) L'orateur ajoute que d'ailleurs les résultats de la réquisition ne diffèrent par 100 millions de bénéfices, sans compter 40 millions d'amortissement.

MM. Bignon, Bromet et Dior contestent ces chiffres, disant qu'ils pensent au contraire que les comptes se solderont par un déficit considérable.

La suite de la discussion est renvoyée à jeudi matin. Séance levée à 19 h. 30.

INFORMATIONS

LA VILLE DE TIFLIS SACCAGÉE PAR LES BOLCHEVISTES

La population massacrée

Londres, 9 juin. — Le « Daily Express » annonce de Constantinople que les Tartares de la région de Tiflis se sont révoltés et ont tué 1400 bolchevistes. Ceux-ci massacrèrent, en retour et ont massacré la population.

L'ENERGIE ÉLECTRIQUE DANS LES RÉGIONS LIBÉRÉES

Paris, 9 juin. — La Commission des finances a entendu la lecture d'un rapport de M. Milan sur le projet autorisant les travaux d'établissement par l'Etat d'un réseau de transport électrique à haute tension dans les régions libérées.

Mais la Commission des Finances avant d'arrêter sa décision, désire connaître le cahier des charges qui sera imposé aux concessionnaires.

NOTRE RÉGIME D'IMPORTATION

Paris, 9 juin. — On confirme la prochaine publication du décret supprimant la liberté d'importation aux contrats actuellement en cours et précise que le ministère du Commerce envisagerait des échanges-type importants dans la nomenclature des objets inscrits.

Il paraît que la Belgique a demandé à être traitée sur le même pied que l'Italie et la Suisse. Il est question de l'application sur du fait que ces nations ont conclu avec la France des accords économiques.

UN DIRIGEABLE ALLEMAND VA ARRIVER A MARSEILLE

Paris, 9 juin. — L'« Auto » fait savoir que le dirigeable allemand « L-72 » arriverait, prochainement, à Marseille, venant de Friedrichshafen par la voie des airs.

L'AFFAIRE CAVALLONI

Rome, 9 juin. — La « Tribuna » annonce que dans l'affaire Cavalloni, le procureur a déposé des conclusions qui sont favorables à un non-lieu et à l'acquittement.

LA MAISON DU TSAR BANNIE SAMEDI SOIR

New-York, 9 juin. — On mande de Kristiania que la maison du tsarévitch a été dévalisée dans l'après-midi. On y a volé des bijoux d'une valeur de 500 mil. dollars. Parmi les joyaux se trouvait un collier de diamants d'une valeur de 1,500 dollars.

L'EMIGRATION DES CAPITAUX ESPAGNOLS

Madrid, 9 juin. — Les journaux annoncent que le gouvernement envisagerait des mesures propres à enrayer l'émigration des capitaux espagnols. Il n'apparaît, toutefois, si c'est nécessaire, de saisir les arrêtés émises par les compagnies françaises pour l'achat de valeurs industrielles espagnoles.

AVANT LA CONFÉRENCE DE SPA

Une rencontre ultérieure de MM. Lloyd George et Millerand

Londres, 9 juin. — MM. Lloyd George et Millerand se rencontreront, soit à Londres, soit à Paris, le 20 juin. Cette conférence interalliée précédemment du peu cette de Spa. Elle se tiendrait à Londres, à Bruxelles, ou même à Spa.

Les pourparlers avec Krassine

La conférence du Conseil suprême économique avec Krassine, n'aura pas lieu avant que les pourparlers de Krassine et de Lloyd George aient abouti à une conclusion satisfaisante.

Aux Communes, répondant à une question, M. Bonar Law a déclaré que les Soviets n'avaient pas encore répondu à la demande d'autorisation de laisser pénétrer en Russie une commission de la Ligue des Nations, chargée d'enquêter.

LES QUOTIDIENNES

NOTRE « COMPTE SPÉCIAL »

Jusqu'à présent, le budget des régions dévastées et le budget général du pays se confondaient en un seul. Il en résultait de graves inconvénients dont le plus évident était la grande difficulté, le quasi impossibilité de présenter à l'Allemagne, dans onze mois, exactement le 1er mai 1921, la facture de tous les dommages que le traité de paix nous permet de réclamer.

Comme le disait très justement, il y a deux mois, à Roubaix, l'un des promoteurs du projet qui vient si heureusement d'aboutir, M. Louis Loucheur, député du Nord, « si nous faisons un compte spécial simple et clair, au fur et à mesure de nos dépenses, nous serons à même de justifier auprès de nos alliés le montant des débours que nous réclamons à l'Allemagne ». Et l'ancien ministre ajoutait : « Il est à craindre que le jour où ce compte sera établi, il ne soit trop tard pour que le monde le prenne en considération. »

L'Angleterre et l'Amérique veulent bien nous prêter de l'argent, mais à la condition que les sommes qu'ils verseront seront uniquement à la restauration du Nord et de l'Est. Ces pays ne peuvent oublier que beaucoup de leurs enfants sont morts sur le sol dévasté de la France et qu'ils sont obligés de par leurs traditions, leur pensée et le sang généreux de leurs fils répandu à profusion sur nos terres de nous aider à remettre en état nos provinces. Quand on dira à nos alliés que l'argent qu'ils avancent ici à ce but précis, nous les trouverons à nos côtés.

Mais pour cela, le député du Nord estimait que nous devions avoir un compte spécial dans le grand livre des dépenses de la nation afin qu'on puisse savoir exactement — chose impossible aujourd'hui — ce qui a été dépensé pour la reconstitution des pays dévastés.

La thèse de notre éminent concitoyen, présentée avec autant d'habileté que d'autorité et soutenue avec une admirable persévérance, vient enfin de triompher de l'apathie des bureaux. M. François-Marsal, ministre des Finances, et M. Ogier, ministre des régions libérées, ont fait accepter, mardi, comme on le sait, par le Conseil des ministres, la création du compte spécial.

A ce propos, on a parlé d'autonomie financière, mais c'est là un terme impropre. En effet, si les régions dévastées avaient leur autonomie financière, les emprunts qu'elles feraient pour leur renaissance économique n'auraient comme garantie que les propriétés des habitants de ces régions.

Or, il ne faut pas l'oublier, c'est la France tout entière qui, par la loi de 1919 et les déclarations solennelles faites à diverses reprises, s'est engagée à restaurer complètement le Nord et l'Est. C'est donc la France qui doit donner sa signature et garantir les ressources empruntées aux pays alliés.

Il faut nous féliciter de l'ouverture de ce compte spécial qui facilitera grandement notre relèvement économique.

Maurice Aubert.

UNE MISSION de grands industriels allemands à Paris

Paris, 9 juin. — Le correspondant du « Daily Mail » à Berlin, mande à ce journal : On apprend que quatre des principaux magnats de l'industrie en Westphalie, se rendent à Paris, pour prendre part aux discussions économiques avec les représentants alliés au Conseil suprême économique.

M. Hugo Schinnes, grand propriétaire de mines et de journaux en Allemagne, sera accompagné par un directeur des usines Krupp d'Essen.

LA MISSION DE KRASSINE A LONDRES

LES CONDITIONS ET LES OFFRES DES BOLCHEVISTES

Nous sommes en mesure, dit l'« Eclair », de publier le document que Krassine a transmis à la délégation économique des Alliés pour servir de base aux pourparlers avec la mission bolchevistes.

Nous croyons inutile d'insister, ajoute ce journal, sur le caractère mensonger des promesses que fait Krassine relativement à l'exportation des produits russes, car on sait jusqu'à quel point le régime bolchevistes a compromis la production et combien on souffre en Russie même, du manque de la plupart des marchandises que Krassine offre aux Alliés.

Paris le 8 juin 1920.

« La Délégation bolcheviste russe soussignée a l'honneur soumettre au Comité permanent les points qu'il lui paraîtrait utile d'étudier afin de remettre une note énumérant les questions suivantes :

1° **Cessation de l'état de guerre** comme condition essentielle de la reprise des échanges commerciaux sur une large échelle.

2° **Levée effective du blocus** comme seconde condition de la reprise des échanges commerciaux.

3° **Possibilité de reprise des relations économiques et commerciales avant la conclusion définitive d'un traité de paix** avec les Alliances avec lesquelles existe actuellement un état de guerre et de blocus.

4° **Conditions spéciales** de reprise des relations commerciales et économiques :

a) **Représentation commerciale** sur la base de la réciprocité;

b) **Détermination d'une base juridique** sur laquelle des agreements avec des transactions commerciales pourront être effectuées;

c) **Facilités à accorder aux représentants commerciaux** pour se tenir en communication régulière avec leur pays d'origine et les autres pays;

d) **Assurance qu'il n'y aura pas immixtion de réclamations et de questions relatives au futur traité de paix avec les opérations financières et économiques en cours;**

e) **Méthodes financières et de paiement** ayant trait aux transactions commerciales et financières;

f) **Rétablissement de la liberté des communications** et de la navigation;

g) **Levée des restrictions de guerre** sur la vente libre de marchandises de différentes sortes.

Suit l'énumération des produits que la Russie peut exporter et la liste des articles qu'elle demande.

LES ÉLECTIONS ALLEMANDES

447 RESULTATS CONNUS

Berlin, 9 juin. — Sur 447 résultats connus, on compte 62 conservateurs nationalistes, 60 conservateurs modérés, 86 centristes, 44 démocrates, 109 socialistes majoritaires, 77 indépendants, 2 communistes, 19 des partis populaires, chrétiens et bavarois, 6 de différents partis.

Il apparaît nettement que la coalition gouvernementale ne dispose même plus de la moitié des mandats.

Le parti nationaliste est l'ancien parti conservateur ultra-réactionnaire. Le parti populaire est le parti des grands industriels pangermanistes. Le centre est le parti catholique. Le parti démocrate est un parti de tendances libérales très antifrancaises. Les socialistes majoritaires réunissent les socialistes ralliés au gouvernement. Les indépendants sont les socialistes d'opposition. Les communistes sont les bolchevistes.

LA DEMISSION DU CABINET EST ACCEPTEE

Berlin, 9 juin. — Le président Ebert a accepté la démission du Cabinet et a prié les ministres de rester en fonctions jusqu'à nouvel ordre. D'autre part, il a invité le chancelier à prendre toutes les dispositions en vue d'une convocation du Reichstag.

La limitation de l'armée allemande

Paris, 9 juin. — A propos de la dernière note de l'Allemagne relative aux effectifs, on précise que le Conseil militaire de Versailles confirme la décision de la conférence de San-Remo qui c'est prononcée pour leur limitation à 100.000.

M. RENKIN ministre belge démissionnaire

Une Conférence économique anglo-allemande

Les Allemands réclament des vivres et des navires

Londres, 9 juin. — Le « Times » apprend qu'au cours de ces derniers jours, M. Merz, conférencier allemand de l'alimentation se trouvait à Londres à la tête d'une mission officielle mandée du gouvernement britannique. Cette mission est actuellement de retour en Allemagne.

Elle a eu plusieurs conférences avec les représentants du ministère de l'alimentation pour des motifs inconnus. Le secret a été gardé sur cette visite et des arrangements ont été pris pour que rien ne soit publié touchant les résultats des conversations, entre les représentants des deux gouvernements. Toutefois, le compte-rendu d'une déclaration faite par la mission allemande troublée dans les milieux du colloquetour du « Times », laisse entendre que le gouvernement allemand a demandé au gouvernement britannique de fournir immédiatement aux Allemands les vivres nécessaires pour maintenir la ration actuelle. La mission allemande a demandé également que l'Allemagne soit autorisée à retenir certains vaisseaux qui doivent passer aux alliés. Les Allemands se plaignent qu'il leur reste peu de navires et qu'ils doivent payer pour les importations des trois plus élevés que les autres nations.

LA SITUATION MINISTÉRIELLE EN ITALIE

Les grèves et le prix du pain

Paris, 9 juin. — On dit que d'après des informations de bonne source parvenues à Paris, il y a depuis 24 heures en Italie, une recrudescence de la grève des cheminots. La grand nombre de trains ont été supprimés. C'est ainsi que M. Venizelos, qui se trouvait à Tarente, n'a pu continuer son voyage. Son arrivée à Paris se trouve donc retardée de quelques jours.

Le décret portant augmentation du prix du pain serait la cause de cette grève et d'une agitation dans tout le pays.

On croit qu'il sera rapporté, mais on estime que cette mesure sera trop tardive pour sauver la situation du cabinet que l'on s'attend à n'avoir qu'une faible majorité à la Chambre qui, aujourd'hui, aura à s'occuper de cette question du prix du pain.

On assure que M. Orlando, président de la Chambre présentera sa démission.

Une réunion du Conseil d'administration du Bureau international du Travail à Gênes

Gênes, 9 juin. — Le Conseil d'administration du bureau international du travail a terminé, mercredi, sa quatrième réunion sous la présidence de M. Fontaine, délégué du gouvernement français.

Le président a fait l'éloge de M. Louis Guérin, représentant des industriels français, qui est décédé. M. Carlier (Belge), est nommé vice-président des patrons; M. Houdegest (Hollandais), est nommé vice-président des ouvriers.

M. Albert Thomas développe son rapport sur l'organisation du bureau.

Le Conseil a ensuite repris l'examen de la question russe et a décidé une enquête en Russie; puis le Conseil a décidé, à l'unanimité, de transférer de suite son siège à Genève, en attendant la décision définitive de la Société des Nations.

Le Conseil choisit enfin les questions à l'ordre du jour pour la conférence de 1921.

La Situation de la Culture dans les Régions libérées

L'utilisation des récoltes et les mesures à prendre

Paris, 9 juin. — L'Académie d'agriculture a tenu mercredi après-midi sa séance hebdomadaire; elle a entendu avec intérêt une communication de M. Hellot sur la situation de la culture dans les Régions libérées.

M. Hellot a montré combien était satisfaisante la façon dont se présentent les récoltes dans les régions dévastées. En ce qui concerne leur coupe et leur mise à l'abri, il a exprimé des craintes et réclame des mesures en vue 1° de faciliter l'arrivée des machines et des chariots dans ces régions; 2° de supplier à la crise de la main-d'œuvre en faisant appel au concours de l'armée.

L'Académie a voté l'urgence et décidé que deux exemplaires de la communication seraient envoyés l'un au ministre de l'Agriculture, l'autre au ministre des Régions libérées.

Les sépultures faites par les Allemands

On va procéder aux identifications

Paris, 9 juin. — Répondant à une question de M. Lesache, député, le ministre des pensions précise que les documents d'archives concernant les sépultures faites par les Allemands, ont été retrouvés après de grandes difficultés et qu'ils sont actuellement en cours de dépouillement au ministère de la guerre. Dès que ce travail sera terminé, le ministre des pensions fera procéder aux identifications par le service du ministère de l'état-civil qui fonctionne en Belgique et les familles intéressées seront avisées du lieu où reposent leurs parents au fur et à mesure de l'identification des sépultures.

LA SAINT-MÉDARD

Quand il pleut à la Saint-Médard, Il pleut quarante jours plus tard

d'après un vieux dicton, auquel s'adjoint heureusement, un correctif :

A moins que saint Barnabé
Ne vienne pour tout arranger

Eh bien, c'était hier la Saint-Médard, et il a fait un temps magnifique; saint Barnabé n'aura donc pas à intervenir. Profitons de l'occasion pour rétablir un peu le prestige du patron des marchands de parapluies qui, autrefois, choisit d'ailleurs, avec plus de logique, saint Pépin.

Saint Médard était un prélat français qui naquit à Salency, près de Noyon, en 457, et était le frère jumeau de saint Gildard qui fut évêque de Rouen. Il fut lui-même évêque de Vermand, que l'on conjecture être aujourd'hui Saint-Quentin, près de Noyon, et fut, en outre, chargé d'administrer Tournay.

Les rois Childéric Ier et Clotaire Ier lui accordèrent, paraît-il, un grand crédit. Après sa mort, ce dernier le transporter ses restes à Crouy, près de Soissons, où s'éleva plus tard la fameuse abbaye de Saint-Médard de Soissons. Saint-Médard institua la fête de Salency. Il donna ainsi son nom à un bourg où la rue Montfélard, où la reine Blanche eut un petit château de plaisance, et où François Villon, en joyeuse compagnie, allait dégustez le vin du cru au cabaret de la « Pomme de Pin ».

LES GRÈVES

FIN DE LA GREVE DES TRAMWAYS DE ROUBAIX-TOURCOING ET MONGY

Commencé le 12 mai lors de l'arbitrage par le syndicat au mouvement décrété par la C. G. T., ce conflit qui a tant jeté de perturbations dans la vie commerciale de nos villes et dont toute la population a souffert, a pris fin hier.

La reprise du travail est décidée

Au cours de la réunion tenue par les ouvriers des Compagnies Mongy et Roubaix-Tourcoing, à neuf heures et demie, au Café Pandore, M. Molard, secrétaire du syndicat, a rendu compte à ses mandants de la réunion mixte du mardi matin durant laquelle les deux parties étaient tombées d'accord.

Par 527 voix, les grévistes décidèrent la reprise du travail. 25 ont voté contre et 7 bulletins blancs ont été trouvés.

Voici, dans les grandes lignes, les conditions de l'accord : reprise du travail immédiate suivie d'une discussion au point de vue de l'augmentation de salaires et enfin révision.

LES TRAMWAYS DE ROUBAIX - TOURCOING

Deux lignes fonctionneront jeudi

Sitôt qu'elle eut connaissance de la décision de ses employés de direction de la Compagnie de Roubaix-Tourcoing fit nettoyer les voies et dégraisser les boîtes à aiguilles des lignes E (Tourcoing-Boulevards) et R (Wattrelos), qui fonctionneront dès jeudi matin.

Les autres lignes seront nettoyées au fur et à mesure et aussitôt le travail fait, le trafic reprendra.

La reprise totale des différentes directions sera effective dimanche matin.

D'autre part, nous apprenons que les équipes de nuit ont repris le travail mercredi soir.

LES TRAMWAYS MONGY

Dès mercredi soir, les ouvriers chargés du nettoyage et de la réparation, se sont présentés à leurs ateliers, afin que le plus grand nombre de voitures soient à même d'être livrées au trafic sans retard.

Sur les lignes de Lille-Roubaix et Tourcoing, seules huit voitures sortiront jeudi, du fait qu'un grand nombre de tramways ont besoin de réparations sérieuses. Le service sera donc, dès ce jour, à vingt minutes.

La direction espère que pour dimanche le trafic sera normal, tant sur Roubaix que sur Tourcoing. Quant aux lignes Lille-Hellemmes et Lille-Leers, le service sera complet, les voitures en bon état étant en quantité suffisante.

Il reste entendu que si les employés et ouvriers ont leur satisfaction au point de vue des salaires — reconnaissant qui avait été acceptée par la direction dès avant la grève — les employés qui ont été arrêtés et condamnés par le tribunal correctionnel pour entraves à la liberté du travail ou pour coups et outrages, sont définitivement mis à la disposition de la Compagnie.

A DUNKERQUE

Le conflit du port

La maison Worms reste toujours boycottée; le déchargement des navires destinés à cette maison est assuré par d'autres maisons. On s'attend à un lock-out patronal.

Fin d'un conflit

Le travail a été repris par les ouvriers bulliers de l'usine Lamoroll mardi matin, aux anciennes conditions.

DERNIÈRE HEURE

LA LIGUE DES NATIONS

Une réunion à Londres au sujet de l'entrée des Bolchevistes en Perse

Paris, 9 juin. — Il se confirme que le Conseil exécutif de la Ligue des Nations se réunira à Londres le 14 juin, à l'effet d'examiner la demande d'intervention de la Ligue des Nations au sujet de l'entrée des bolchevistes en Perse.

Il semble que M. Lloyd George doive y représenter la Grande-Bretagne. En ce qui concerne la France, le délégué sera comme précédemment, M. Léon Bourgeois.

Au Conseil des Ambassadeurs

Le chemin de fer de Montjoie à la Belgique

Bruxelles, 9 juin. — Au sujet de la décision du Conseil des ambassadeurs d'attribuer définitivement à la Belgique le chemin de fer de Montjoie, il y a lieu de faire remarquer que le Conseil a décidé que les habitants de Montjoie resteraient rattachés à l'Allemagne et qu'il a repoussé les critiques allemandes formulées au sujet du plébiscite de la région d'Eupen et Malmédy.

La répartition entre les Alliés des indemnités allemandes

Une note officieuse italienne

Paris, 9 juin. — Le journal « Le Temps » reproduit une note officieuse publiée à Rome :

A la suite des réserves qui ont été faites auprès des gouvernements alliés au sujet des décisions prises à Hythe, par les représentants de la Grande-Bretagne et de la France, concernant les réparations dues par l'Allemagne, le gouvernement italien a reçu l'assurance qu'il aucun, moment il n'a été question, au cours de la réunion, de la répartition entre les Alliés des indemnités allemandes. L'accord franco-anglais consacre purement et simplement la répartition entre la Grande-Bretagne et la France des indemnités qui seront attribuées à chacun de ces deux pays.

La Réorganisation de l'Armée

Un projet du Gouvernement

Paris 9 juin. — M. André Lefèbvre, ministre de la Guerre, a annoncé mercredi après-midi à la Commission sénatorielle de l'armée que dans peu de temps, serait soumis aux deux Chambres un projet de réorganisation de l'Armée et du recrutement et un projet de loi relatif à la limite d'âge des officiers généraux.

LES NOUVEAUX IMPOTS

Le désaccord entre la Chambre et le Sénat

Paris, 9 juin. — Poursuivant l'examen des impôts, retour du Sénat, la Commission des finances de la Chambre a décidé de proposer à la Chambre le maintien du chiffre de 1 0/0 sur les affaires. Elle maintient le rétablissement de la surtaxe sur les bénéfices réalisés pendant la guerre. La discussion de ce projet viendra lundi en séance publique.

A la Commission des Travaux publics

Les pétroles et les essences

La proposition de M. Loucheur sur le régime des chemins de fer

Paris, 9 juin. — La commission des travaux publics, réunie sous la présidence de M. Jules Cels, a entendu la lecture du rapport de M. Lamoureux sur la question des succédanés du charbon, en particulier des pétroles et des essences.

Elle a désigné M. Hector Mollard comme rapporteur de la proposition de loi de M. Loucheur sur le régime nouveau des chemins de fer.

Le complot contre la sûreté de l'Etat

L'arrestation d'un anarchiste à Paris

Paris, 9 juin. — M. Faralicq, commissaire adjoint de la police judiciaire, a arrêté, mercredi matin, le nommé Georges Reimeringer, trésorier de la Fédération anarchiste, ajusteur, âgé de 34 ans, qui est inculpé d'apologie de crimes et d'excitations de militaires à la désobéissance.

Une nouvelle perquisition à la « Vie Ouvrière »

Paris, 9 juin. — Le journal « Le Populaire » annonce qu'une nouvelle perquisition a eu lieu, mercredi, dans les bureaux de la « Vie Ouvrière ». Toutes les pièces comptables et les lettres ont été saisies.

Une Réunion du Groupe parlementaire des Voyageurs de Commerce

Les vœux émis

Paris, 9 juin. — Le groupe de défense des intérêts professionnels des voyageurs et représentants de commerce, qui comprend déjà 75 membres, s'est réuni mercredi, pour constituer tout d'abord son bureau. Ont été nommés : président, M. Edouard Herriot; vice-présidents, MM. Poech, Henri Paté, Gaborit et Galli; secrétaires, MM. Erlich, Lamoureux et Rollin.

Le groupe a décidé de faire des démarches auprès du gouvernement : 1° en vue d'obtenir que la corporation des voyageurs et représentants de commerce soit représentée dans le conseil qui sera constitué pour l'exploitation des chemins de fer; 2° pour obtenir que la carte d'identité prévue par la loi suffise pour le retrait gratuit des lettres à la poste restante.

L'Assemblée générale annuelle de la Société nationale d'encouragement à l'agriculture

Discours de M. Lambet

Paris, 9 juin. — La Société Nationale d'encouragement à l'agriculture a tenu, mercredi, son assemblée générale annuelle, sous la présidence de M. Emile Loubet, ancien président de la République.

Au début de la séance, M. Lambet a rendu hommage aux qualités de patriote et de cultivateur des agriculteurs de France. Il s'est élevé contre le préjugé qui fait croire que la plus forte partie des impôts se portent sur les citadins et les industriels; au contraire, a-t-il dit, la terre est très lourdement frappée.

Passant à la réélection de son bureau, la Société a élu président d'honneur, à l'unanimité, M. Loubet, et président actif, M. Gomot, sénateur du Puy-de-Dôme.

LES ÉLECTIONS ALLEMANDES

Les deux sièges obtenus par les communistes

Berlin, 9 juin. — Les communistes n'obtiennent que deux sièges, bien qu'ayant recueilli 438,000 voix; cela tient à ce qu'aucun parti ne peut obtenir sur la liste d'empire sur laquelle sont totalisés les restes inutilisés de la circonscription plus de mandats qu'il n'en ont obtenu au moins dans la circonscription.

Les communistes n'ayant obtenu qu'un seul député dans la circonscription, ne pouvaient obtenir qu'un siège sur la liste d'empire, malgré les 318,000 voix inutilisées.

D'après les derniers résultats, l'ancienne coalition aurait une majorité de 26 voix

Berlin, 9 juin. — A l'heure actuelle, d'après les dernières informations de l'Agence Wolff, le nouveau Reichstag comptera 460 membres, y compris les députés des régions soumises au plébiscite. Les différents mandats se répartissent comme suit : socialistes majoritaires, 110; socialistes indépendants, 80; centre, 67; conservateurs nationalistes, 65; conservateurs modérés, 61; démocrates, 45; parti bavarois populaire nationaliste, 21; guelfes, 5; ligue des paysans bavarois, 4; communistes, 2.

L'ancienne coalition aurait ainsi une majorité de 26 voix. La situation parlementaire ne s'éclaircira pas, en tout cas, avant quelques jours.

Les socialistes majoritaires voudraient bien former le nouveau gouvernement avec les démocrates, d'une part et les indépendants de l'autre, mais ils se refusent à traiter avec le Bloc bourgeois. Les partis conservateurs, modérés et indépendants, veulent rester dans l'opposition, pour ne pas partager avec les bourgeois démocrates.

Le « Vorwaerts » écrit :

Dans les milieux socialistes majoritaires, on estime généralement que la clé de la situation est entre les mains des indépendants. Eux seuls peuvent, en se déclarant prêts à une collaboration, faire disparaître la nécessité d'un gouvernement de droite; si les indépendants se refusent à cette collaboration, afin d'obtenir un gouvernement de droite, la formation d'un tel gouvernement restera le seul moyen de sortir de la situation obscure actuelle.

Une Crise ministérielle en Italie

Le cabinet Nitti démissionnaire

Démission de M. Orlando

Rome, 9 juin. — A l'ouverture de la séance de la Chambre, M. Rossi, qui présidait la séance, a annoncé que M. Orlando avait présenté sa démission. D'autre part, M. Nitti, président du Conseil, a annoncé que le cabinet était démissionnaire.

Une séance orageuse à la Chambre italienne

Rome, 9 juin (Chambre des Députés). — A 15 h., M. Nitti, suivi de tous les ministres, entre dans la salle des séances où plus de 400 députés sont présents.

Le vice-président, M. Rossi annonce la démission de M. Orlando; l'assemblée est nerveuse.

La lecture de la liste du nouveau ministère est accueillie par des murmures. Lorsque M. Nitti annonce l'ajournement du décret sur le pain, la Chambre proteste, sauf des socialistes officiels qui applaudissent. M. Nitti annonce ensuite la démission du Cabinet, les socialistes applaudissent, la Chambre est très agitée et dans la discussion qui suit, des invectives et jusqu'à des coups de poing sont échangés.

LA VAGUE DE BAISSE

A Aurillac, Albi et Auch, les cours des animaux subissent une baisse importante.

Marseille, 9 juin. — La vague de baisse s'accentue à la Bourse de Marseille. Ce sont surtout les huiles et les savons qui ont été atteints par la baisse.

Les Anglais en Extrême-Orient

Le retrait des troupes britanniques sur Bagdad

Londres, 9 juin. — Un radiotélégramme de Moscou annonce que la révolution a éclaté à Recht, le 5 juin, et que les troupes britanniques se retirent actuellement sur Bagdad, après avoir abandonné Recht sans combat, les troupes indiennes ne voulant pas combattre les révolutionnaires.

L'Agence Reuter apprend que le Foreign-Office n'a reçu à ce sujet aucune nouvelle.

UN DÉTACHEMENT BRITANNIQUE AUX FÊTES DE ROUEN EN L'HONNEUR DE JEANNE D'ARC

Mayence, 9 juin. — Les forces britanniques du Rhin enverront un détachement de 50 hommes avec drapeaux et musique, comme garde d'honneur, aux fêtes données à Rouen en l'honneur de Jeanne d'Arc les 12 et 13 juin.

L'OFFENSIVE POLONAISE SE DÉVELOPPE FAVORABLEMENT

Varsovie, 9 juin. — (Communiqué du l'Etat-Major). — Notre contre-offensive se développe très favorablement entre la Dvina et la haute Berésina, sous le commandement direct du général en chef Pilsudsky; les pertes de l'ennemi sont très considérables.

UNE SECOUSSE SISMIQUE en ITALIE

Rome, 4 juin. — Une dépêche de Sacina, annonce qu'une secousse sismique très sensible a été signalée à 18 h. 30. Elle s'est propagée par ondulations.

EPOUVANTABLE EXPLOSION AU JAPON

Tokio, 9 juin. — 4.800 barils d'essence, composant le chargement d'allèges amarrées le long des quais de Kobe, ont fait explosion mardi soir. On évalue les dégâts à plus d'un million de yens; on craint la perte de vies humaines.